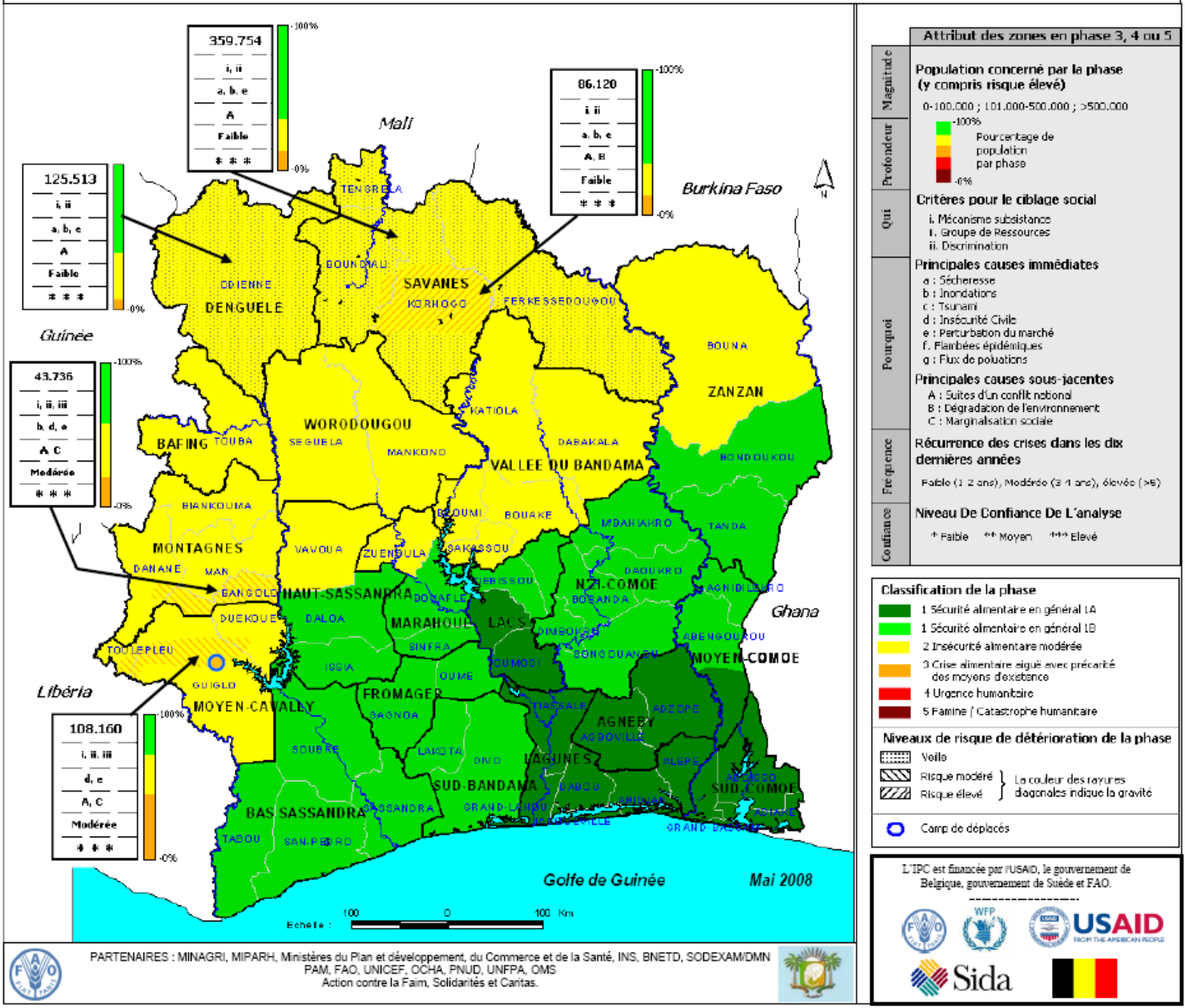


**Classification intégrée de la sécurité alimentaire (IPC)
Côte d'Ivoire (2^{ème} cycle d'analyse)**

Septembre 2007 – Juin 2008

Juin 2008

Carte de la classification intégrée de la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire (Septembre 2007 à juin 2008)



Attribut des zones en phase 3, 4 ou 5	
Magnitude	Population concernée par la phase (y compris risque élevé) 0-100.000 ; 101.000-500.000 ; >500.000
Profondeur	100% Pourcentage de population par phase 0%
Qualité	Critères pour le ciblage social i. Mésisme substantiel I. Groupe de Ressources ii. Discrimination
Pourquoi	Principales causes immédiates a : Sécheresse b : Inondations c : Tsunami d : Insécurité Civile e : Perturbation du marché f. Flambées épidémiques g : Flux de populations Principales causes sous-jacentes A : Suites d'un conflit national B : Dégradation de l'environnement C : Marginalisation sociale
Fréquence	Récurrence des crises dans les dix dernières années Faible (< 2 ans), Modérée (3 à 4 ans), élevée (> 5)
Confiance	Niveau De Confiance De L'analyse + Faible ++ Moyen *** Elevé

Classification de la phase	
	1 Sécurité alimentaire en général IA
	1 Sécurité alimentaire en général IB
	2 Insécurité alimentaire modérée
	3 Crise alimentaire aiguë avec précarité des moyens d'existence
	4 Urgence humanitaire
	5 Famine / Catastrophe humanitaire
Niveaux de risque de détérioration de la phase	
	Risque modéré
	Risque élevé
	Camp de déplacés

L'IPC est financée par l'USAID, le gouvernement de Belgique, gouvernement de Suède et FAO.

Table des matières

1. Contexte	3
2. Méthodologie	3
3. Pluviométrie et impact sur les productions agricoles	5
4. Mortalité, malnutrition et poussées épidémiques	5
5. Déplacement de populations et sécurité civile	6
6. Hausse des prix des produits vivriers.....	6
7. Phases de sécurité alimentaire	9
8. Risques de détérioration de la phase de sécurité alimentaire	12
9. Recommandations à court terme	13
10. Recommandations à moyen et long terme.....	14
Annexe 1.....	15
Annexe 2 : Liste des sigles.....	16
ANNEXE 3 Données démographiques	17
Annexe 4 : Table de référence de l'IPC, Décembre 2007.....	18

1. Contexte

Le deuxième cycle d'analyse IPC de la Côte d'Ivoire couvre la période de septembre 2007 à juin 2008. Cette période est marquée par la lente progression du processus de sortie de crise à laquelle le pays fait face depuis 2002. La date du 1^{er} tour de l'élection présidentielle est fixée au 30 novembre 2008. Cependant, malgré l'avancement du processus d'identification (audience foraine en voie d'achèvement et établissement de documents administratifs), le désarmement et la constitution des listes électorales ont timidement débuté.

La décision de développer la Classification intégrée de la phase humanitaire et de la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire a été prise en mars 2007 et s'est concrétisée par la création en juin 2007 du « Groupe de Travail IPC », issu du « Groupe sectoriel Sécurité alimentaire et Nutrition ». Ce groupe réunit des Représentants de Ministères (Agriculture, Production Animale et Ressources Halieutiques, Commerce, Santé, Plan et Développement), des Structures Gouvernementales (INS, SODEXAM/DNM, BNETD¹), des agences des Nations Unies (PAM, FAO, UNICEF, OCHA, PNUD, UNFPA, OMS) et des ONG internationales (Action contre la Faim, Solidarités, Caritas).

L'objectif de ce rapport est de soumettre aux pairs les analyses sur la situation alimentaire qui prévaut en Côte d'Ivoire de septembre 2007 à juin 2008 et de la valider.

2. Méthodologie

2.1. Organisation des ateliers

Le Groupe de Travail IPC s'est réuni à plusieurs reprises (29 et 30 avril, 14 mai 2008) pour analyser la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire. Au cours de l'atelier de travail, les moyens d'existence des ménages de Côte d'Ivoire, la situation de la hausse des prix des produits alimentaires, le développement du CILSS en Côte d'Ivoire et les modifications méthodologiques de l'IPC ont été présentés et analysés au cours de la première journée. L'analyse IPC proprement dite a été réalisée le deuxième et le troisième jour d'atelier.

2.2. Elaboration de la carte des moyens d'existence des ménages en Côte d'Ivoire

La carte des moyens d'existence de Côte d'Ivoire a été réalisée grâce aux documents suivants :

1. Recensement général de l'Agriculture. Ministère de l'agriculture. 2001 ;
2. Côte d'Ivoire. Enquête approfondie de sécurité alimentaire Septembre - Octobre 2006. PAM/FAO. Février 2007 ;
3. Côte d'Ivoire. Mission de suivi de la saison agricole et de la sécurité alimentaire de l'année 2007. MINAGRI – MIPARH – PAM – FAO. Mars 2008.

¹ Voir Listes des sigles en annexe 2

Les connaissances des membres du groupe ont permis d'actualiser ces données (voir carte en annexe 1). La carte des moyens d'existence sera améliorée et mise à jour à chaque cycle d'analyse IPC.

2.3. Application des modifications méthodologiques de l'IPC

Lors du premier cycle d'analyse, il a été souhaité que la phase 1 soit subdivisée en 2 phases pour cadrer avec le contexte de certains pays qui n'étaient pas en crise humanitaire. Les recommandations formulées dans ce sens dans l'addendum technique² ont été suivies. La phase 1 a été subdivisée en phase 1A et 1B (voir annexe 4). Pour le « Groupe de Travail IPC » de la Côte d'Ivoire, la distinction entre la phase 1A et 1B a fait appel entre autres aux données de pauvreté dont le seuil a été fixé à $P0 = 0.378$, de malnutrition chronique et de moyens d'existence ; $P0$ représentant le ratio de pauvreté : nombre d'individus pauvres rapporté au nombre total d'individus.

■ Phase 1A $P0 < 0.378$ avec maintien des moyens d'existence durables

■ Phase 1B $P0 > 0.378$ avec érosion des moyens d'existence durables

Le groupe de travail a trouvé pertinent de nommer la phase 2, « Sécurité alimentaire modérée », en lieu et place de « Insécurité alimentaire chronique ». Cette dénomination rappelle la distinction entre « aiguë » et « modérée » concernant la malnutrition, et elle est très explicite pour les lecteurs francophones. Le terme « *borderline* » est intraduisible simplement en langue française. Le terme « à risque d'insécurité alimentaire » qui s'en rapproche le plus, suggère que la zone n'est pas encore en insécurité alimentaire puisqu'elle risque d'y tomber alors qu'à cette phase, il y a déjà de l'insécurité alimentaire.

2.4. Données utilisées

L'analyse de la sécurité alimentaire s'est essentiellement fondée sur le rapport de mission de suivi de la saison agricole et de la sécurité alimentaire 2007 réalisée en décembre 2007 et janvier 2008, ainsi que sur le suivi des prix des marchés régionaux. De plus des données anciennes dont la fiabilité et l'actualité ont été analysées ont également servi à la détermination de la phase.

Les données utilisées pour réaliser l'analyse sont :

1. Côte d'Ivoire. Suivi de la saison agricole et de la sécurité alimentaire de l'année 2007. MINAGRI – MIPARH – PAM – FAO. Mars 2008
2. Suivi des prix en zone Centre, Nord et Ouest de la Côte d'Ivoire. PAM. Mars 2008
3. Suivi des prix au sud de la Côte d'Ivoire. OCPV. Mars 2008
4. Côte d'Ivoire. Enquête approfondie de sécurité alimentaire Septembre -octobre 2006. PAM/FAO. Février 2007
5. Côte d'Ivoire. Enquête à indicateurs multiples 2006. INS/UNICEF. Mars 2007
6. République de Côte d'Ivoire – Systèmes des Nations Unies. Stratégie Nationale de Développement basée sur la réalisation de OMD. Version 4. Novembre 2007
7. Profil de pauvreté en Côte d'Ivoire en 2002. Résultats provisoires. INS. Juillet 2003.

² *Integrated Food security Phase Classification (IPC). Technical Addendum. Final Draft. Issued: December 2007*

3. Pluviométrie et impact sur les productions agricoles

Le régime pluviométrique de la Côte d'Ivoire a été marqué en 2007 par la prolongation de l'épisode *El Niño*, installé depuis novembre 2006 jusqu'en février 2007. Dès Août 2007, le phénomène s'est intensifié provoquant des inondations localisées en Côte d'Ivoire. Mais la répartition des précipitations a été très irrégulière :

- une saison sèche exceptionnellement longue, avec des hauteurs de pluies faibles. Par conséquent, à de rares exceptions, les pluies de la grande saison agricole ont été tardives. Les calendriers culturels initialement établis et intégrés par les agriculteurs n'ont pu être respectés. Les périodes de semis ont été repoussées d'un à deux mois pour une population importante de producteurs ;
- des pluies abondantes et continues au cours des mois de juillet, août et septembre qui sont étalées jusqu'au mois de novembre au nord et décembre dans la zone forestière du pays ;
- une petite saison sèche 2006-2007 qui n'a pas véritablement été observée dans certaines zones de régime bimodal.

Cette abondance des pluies a entraîné l'inondation de bas-fonds, leur ensablement, des crues, des dégâts de cultures localisés, la détérioration de pistes rurales, d'ouvrages de franchissement et de digues de retenues d'eau. Les zones particulièrement concernées sont le sud-est de la Côte d'Ivoire, le nord, le nord est et l'ouest.

Les conséquences de ces irrégularités sont une mauvaise production de maïs au Nord, Nord-est et Nord-ouest du pays, et des productions moyennes de riz. En revanche les récoltes de tubercules et de banane plantain ont été bonnes au deuxième semestre 2007. Inversement, certaines zones du Centre du pays ont été particulièrement peu arrosées (N'Zi Comoé), affectant ainsi toutes les cultures vivrières.

4. Mortalité, malnutrition et poussées épidémiques

Les données disponibles en matière de mortalité et de malnutrition restent celles du MICS-3 de fin 2006. Il n'y a pas eu d'enquête nutritionnelle récente sur l'ensemble du territoire national ou sur une région particulière, et les données des admissions dans les centres nutritionnels sont parcellaires ou difficilement exploitables. Néanmoins les données du MICS-3 ont été analysées et leur fiabilité considérée comme devenant moyennement pertinente ($R=2$). La malnutrition aiguë était considérée comme supérieure au seuil d'urgence (10%) dans les Régions du Nord Ouest, du Nord et du Centre Nord. En terme de morbidité, il n'y a pas eu de poussée épidémique notoire ayant un impact sur la sécurité alimentaire des ménages.

5. Déplacement de populations et sécurité civile

L'ouest et le centre de la Côte d'Ivoire (Moyen Cavally, Montagnes, Haut Sassandra, Vallée du Bandama et le N'Zi Comoé) avaient été victimes de déplacements massifs en 2002. A l'exception de certaines zones de l'Ouest, les conditions du retour en 2007 – 2008 sont réunies et les mouvements de réinstallation se poursuivent avec l'aide des organisations nationales et internationales dans les régions des Montagnes, du Moyen Cavally, du Haut Sassandra et du N'Zi Comoé. Avec la continuation du processus de sortie de crise, une situation de paix prévaut sur l'ensemble du territoire malgré des situations de tensions à l'ouest entre communautés autochtones et allogènes.

6. Hausse des prix des produits vivriers

6.1. Le riz

Le prix du riz importé vendu en 25 ou 50 kg a augmenté de 40% à 52% selon la qualité entre septembre 2007 et avril 2008 (tableau 1).

Tableau 1 : Prix riz importé à Abidjan

	Septembre 2007 (FCFA)	Mars/Avril 2008 (FCFA)	Variations (%)
UNCLE SAM CASSE 50 KG	12'000	18'250	52%
UNCLE SAM CASSE 3*15 KG	13'000	18'250	40%
SAM VIOLET 25 KG	6'250	9'250	48%
RIZ MARIMAR 50 KG OLAM	11'500	16'500	43%
RIZ N'BANA CASSE 50 KG	12'000	18'000	50%

Source : OCPV

Cette augmentation se fait également sentir sur le riz importé et local vendu au détail (Figures 1 et 2). En 2006, le prix du riz importé de grande consommation était stable à 250 FCFA/kg. Début 2008, il est monté à 300 FCFA/kg voire 375 FCFA/kg, soit une augmentation variant de 20% à 50%. Le prix du riz local enregistre une légère hausse également.

Figure 1 : Prix du riz importé 2007-2008

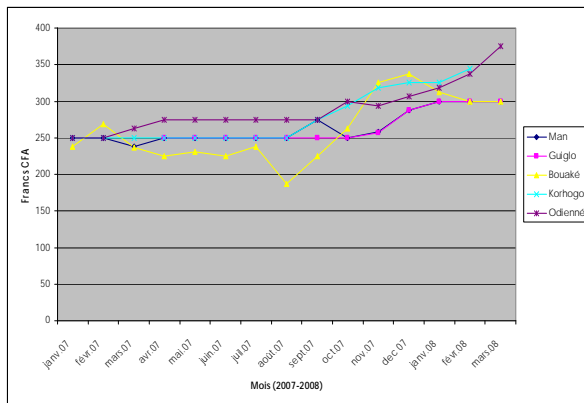
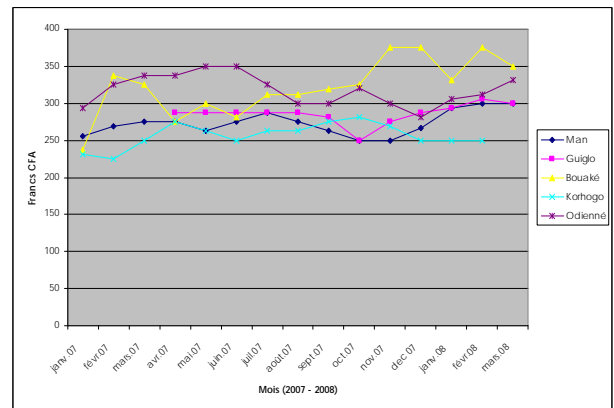


Figure 2 : Prix du riz local blanchi. 2007-2008

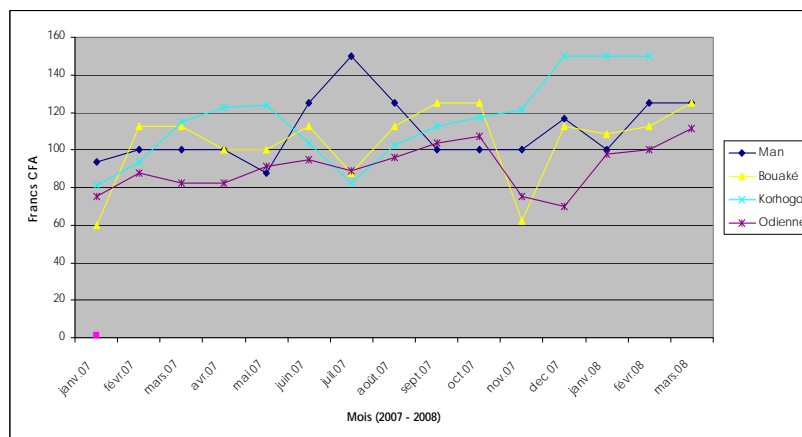


Source : PAM

6.2. Le maïs

Le prix du maïs augmente régulièrement depuis 15 mois et la barre des 100 FCFA/kg est atteinte aussi bien à Man qu'à Bouaké, Korhogo ou Odienné³. A Korhogo, le prix du maïs a augmenté de façon significative pendant la récolte 2007 (De juillet à décembre le prix est passé de 80 FCFA/kg à 140 FCFA/kg soit une augmentation de 75%) suggérant des comportements spéculatifs et l'achat de quantités importantes à destination des pays limitrophes. La hausse des prix s'est poursuivie début 2008 pour atteindre 150 FCFA/kg, alors qu'il valait entre 80 et 120 FCFA/kg début 2006 et début 2007.

Figure 3 : Prix du maïs au nord et à l'ouest de la Côte d'Ivoire en 2007 et 2008



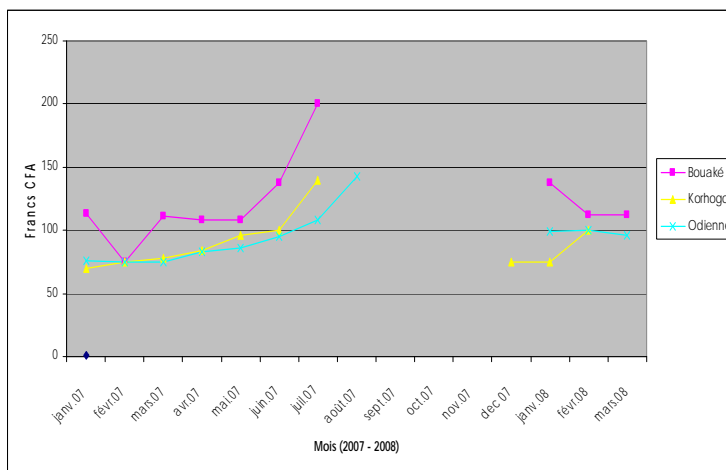
Source : PAM

³ PAM 2008 et Note conjointe sur l'évolution des marchés PAM – OCPV en 2006. Bulletin n°2. Février 2007

6.3. L'igname Florido

L'évolution des prix suit les variations saisonnières et les prix de début 2008 sont légèrement supérieurs à ceux de début 2007.

Figure 4 : Prix de l'igname Florido en 2007 et 2008

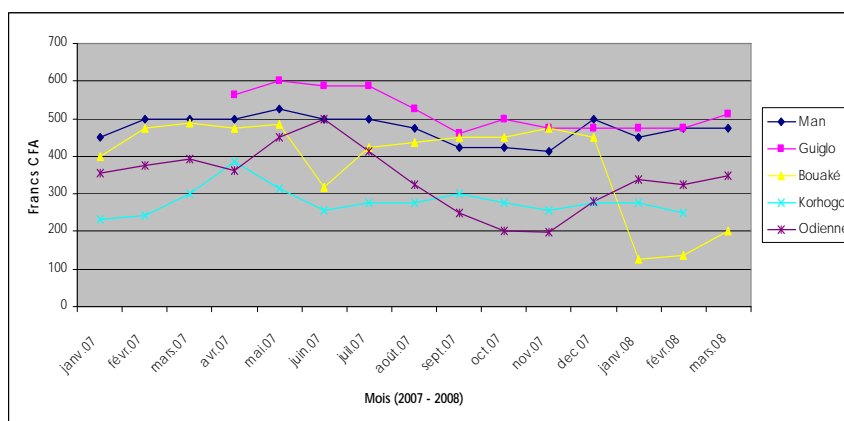


Source : PAM

6.4. L'arachide

Cette culture, vivrière qui fait office de rente pour de nombreux ménages, est en développement dans les régions où les ménages n'ont plus accès à la culture du coton ou à des revenus du coton suffisants (Denguélé, Worodougou, Savanes, Vallée du Bandama). Le nord du pays voit une mise de l'arachide sur le marché de plus en plus importante. Entre 2007 et 2008, les prix sont à la baisse sur la plupart des marchés du Nord.

Figure 5 : Prix de l'arachide en 2007 et 2008



Source : PAM

7. Phases de sécurité alimentaire

Selon les grilles d'analyse, le « Groupe de Travail IPC » a classé la Côte d'Ivoire en phase 1 (généralement en sécurité alimentaire) ou en phase 2 (insécurité alimentaire modérée).

7.1. Zones « généralement en sécurité alimentaire » 1A

Régions des Lagunes, de l'Agnéby et du Sud-Comoé, sud de la Région du Moyen Comoé, Départements de Toumodi, Dimbokro et sud du département de Yamoussoukro

Cette zone est en sécurité alimentaire en général avec maintien des moyens d'existence durables (1A) à cause des principaux facteurs suivants :

- Le sud de la Côte d'Ivoire a été nettement moins affecté par le conflit. Les déplacements de populations en milieu rural ont été très limités, seules les villes ont vu l'arrivée de populations déplacées fuyant les zones de conflit ouvert ou dangereuses pour leur sécurité.
- La majorité des ménages sont des planteurs de cacao, d'hévéa et de palmier à huile, dont les productions ont été moyennes à bonnes en 2007 et les prix d'achat en augmentation. Le prix indicatif du cacao est en hausse de 450 à 500 FCFA/kg (+9%), tout comme les prix pratiqués bord champ. Le régime de palme a augmenté de + 15% de 36 à 41 FCFA de 2007 à 2008 et celui du caoutchouc humide de + 30% de 300 FCFA (Janvier Février 2007) à 390 FCFA (Janvier Février 2008).
- Ces Régions étaient les moins pauvres en 2002 (P0 inférieur à 0,378) et ont été peu affectées par la crise socio-politique.
- La flambée des prix s'est manifestée dans les grands marchés de la région en particulier à Abidjan.

Prix de produits vivriers à Abidjan

De février 2007 à février 2008

- Stables : Arachide (+2%) ; Igname (0%)
- En hausse : riz importé (+13%) ; riz local (+24%) ; Manioc (+10%) ;

De septembre 2007 à avril 2008

- Riz Importé : de +42% à +50% selon les marchés

La Région périurbaine d'Abidjan et le District d'Abidjan ne sont pas prises en compte dans l'analyse. Les approvisionnements sont assez satisfaisants malgré les taxes routières illégales de plus en plus contraignantes.

7.2. Zones « généralement en sécurité alimentaire » 1B

Région du Sud Ouest (Bas Sassandra) et le sud des Régions Centre Ouest (Haut Sassandra, Marahoué, Fromager)

Cette zone est en sécurité alimentaire en général avec érosion des moyens d'existence durables (1B) à cause des principaux facteurs suivants :

- La majorité des ménages sont également des planteurs de cacao, d'hévéa et de palmiers à huile dont les productions ont été moyennes à bonnes en 2007 et les prix d'achat en augmentation, ce qui atténue l'impact de la hausse des prix ;
- En revanche, ces Régions étaient parmi les plus pauvres en 2002 (P0 supérieur à 0,378) ;
- Dans le Sud Sassandra, les taux de malnutrition chronique étaient supérieurs à 40% en 2006.

Régions Centre et Centre Est (Nord des Lacs, N'Zi Comoé, nord du Moyen Comoé, sud du Zanzan)

Cette zone correspond à la région agro écologique de transition entre la forêt et la savane (forêts galeries), permettant des cultures vivrières et à la fois de l'anacarde et du café. Cette zone est en sécurité alimentaire en général avec érosion des moyens d'existence durables (1B) à cause des principaux facteurs suivants :

- Les productions d'igname ont été bonnes et les prix du café et du cacao ont suivi les mêmes augmentations que sur le reste du territoire ;
- En revanche, les prix de l'anacarde restent très bas (75 à 125 FCFA) et les productions de café restent faibles ;
- La région était marquée par une plus forte proportion de ménages pauvres en 2002 (P0 > 0.378).

7.3. Zones en « insécurité alimentaire modérée »

Régions de l'Ouest (Moyen Cavally et Montagnes)

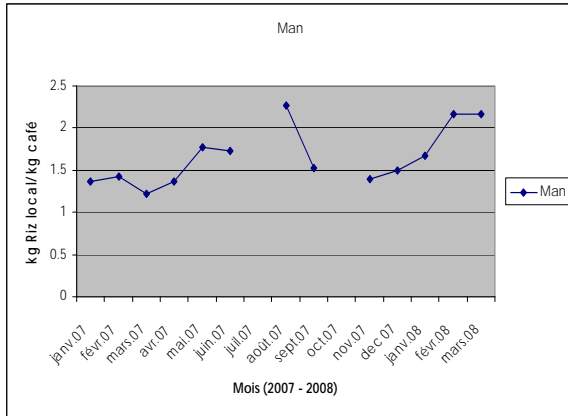
Les termes de l'échange Café/riz et Cacao/Riz sont orientés favorablement vu l'augmentation des prix de ces deux cultures de rentes. Cependant, cette zone reste en insécurité alimentaire modérée à cause des principaux facteurs suivants :

- taux de malnutrition maintenu sous le seuil des 10%, mais grâce aux activités des agences nutritionnelles dans la région ;
- mouvements de populations : nombreux ménages déplacés et mouvements de retour ;

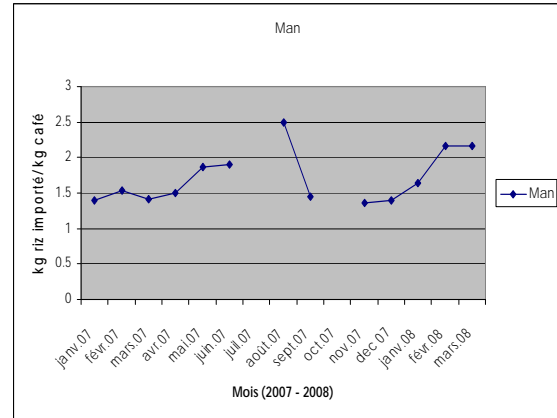
- faiblesse des moyens d'existence, en particulier par manque de main d'œuvre et d'intrants de qualité, qui provoque la réduction des superficies consacrées au vivrier, de faibles rendements et une pauvre diversité alimentaire ;
- dysfonctionnement de la filière café cacao.

Figure 6 : Evolution des termes de l'échange (ToE) Café/Cacao contre riz

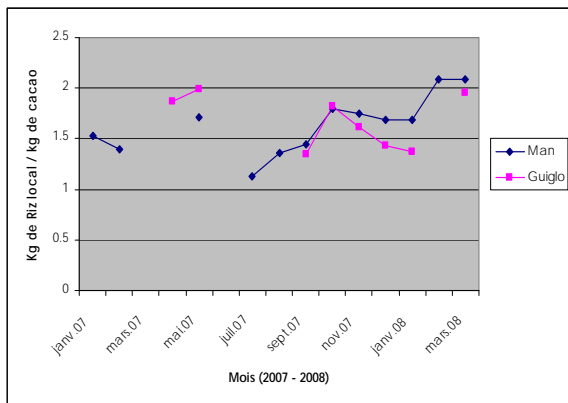
a. ToE Café/Riz local



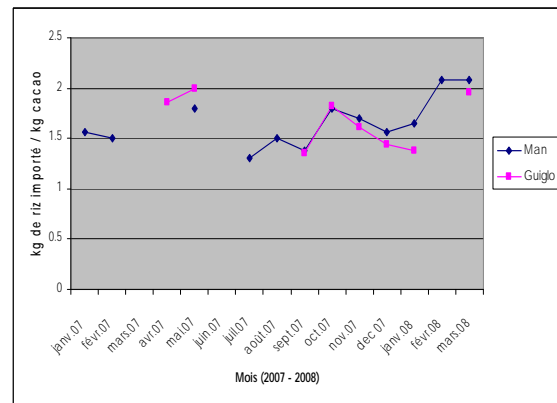
b. ToE Café/Riz importé



c. ToE Cacao/Riz local



d. ToE Cacao /Riz importé



Région du Nord Ouest (Denguélé, Bafing et Worodougou), Région Nord (Savanes), Région Nord Est (Zanzan) et Nord des Régions du Haut Sassandra et de la Marahoué

Cette zone est en insécurité alimentaire modérée à cause des principaux facteurs suivants :

- Crise cotonnière qui prive les planteurs de leur principale source de revenus, qui provoque leur endettement et qui diminue l'accès des ménages à cette culture (baisse de 50% du nombre de planteurs en deux ans) ;
- Les revenus limités issus de la culture d'arachide, culture de substitution du coton, dont les prix sont à la baisse ;
- Mauvaises récoltes de maïs, principal aliment de base du nord du pays, à cause des intempéries (retard des pluies et inondations) ;
- Les prix bas de l'anacarde (inférieur à 100 FCFA/kg), qui provoquent un manque à gagner pendant la période de soudure.
- Baisse des avoirs relatifs aux moyens d'existence, en particulier :
 - la baisse des effectifs bovins à cause de maladies et du manque de soins adéquats, qui privent les cultivateurs de rendements satisfaisants ;
 - accès à l'éducation et à la santé limité ;
 - appauvrissement des sols ;
 - absence de l'administration ;
- Augmentation importante du prix des céréales (+50% et plus selon les marchés de la zone) et comportements spéculatifs sur le maïs.

8. Risques de détérioration de la phase de sécurité alimentaire

Trois alertes de détérioration de la phase ont été lancées :

- Alerte simple dans la Région des Savanes et du Denguélé, à cause :
 1. des mauvaises récoltes de maïs et des récoltes moyennes à mauvaises de riz provoquant une période de soudure précoce (avril) ;
 2. de la baisse d'accès à la culture du coton et l'augmentation du prix des engrais vendus à crédit aux planteurs ;
 3. de l'endettement des planteurs ;
 4. des prix de l'anacarde bas ;
 5. de la hausse des prix des céréales sur les marchés de ces Régions ;
 6. des comportements spéculatifs pouvant exacerber les prix du maïs ;
 7. des épizooties qui continueront d'affecter les bœufs d'attelage et les bœufs d'élevage.

- Alerte à risque modéré dans les Départements de Bangolo, Duékoué, Guiglo et Blolequin, où l'insécurité alimentaire qui affecte jusqu'à 47% des ménages pourrait s'aggraver en cas de résurgence de conflits intercommunautaires, possibles si le processus de paix échoue et à cause de la hausse des prix.
- Alerte à risque élevé dans la zone dense de Korhogo où, en plus des causes mentionnées ci-dessus, la surexploitation des sols (absence de jachères), le manque d'accès à l'engrais et les petites superficies disponibles, les rendements agricoles sont médiocres.

L'estimation du nombre de populations affectées au niveau des zones où des alertes ont été lancées figure dans le tableau de l'annexe 3.

9. Recommandations à court terme

Sur l'ensemble du territoire

- Poursuivre la politique de redéploiement de l'administration (politique, judiciaire et technique) ;
- Renforcer les moyens d'existence des ménages ruraux vulnérables à travers des programmes de renforcement de leurs productions vivrières pour faire face à l'augmentation des prix des céréales (distributions de semences de qualité (céréales, maraîchage), d'engrais, amélioration de l'accès aux bœufs d'attelage au nord, réhabilitation de périmètres irrigués) ;
- Faire un plaidoyer auprès des autorités pour lever les difficultés de commercialisation (taxes illégales, état des pistes, tracasseries routières,...) ;
- Soutenir les ménages extrêmement vulnérables affectés par la hausse des prix à travers des distributions de vivres en période de soudure ;

Dans les régions du Nord

- Restructurer la filière anacarde et appuyer le développement de l'industrie ;
- Restructurer la filière coton ;
- Soutenir les productions d'élevage à travers le renforcement des services vétérinaires (publics et privés) ;

Dans les Régions de l'Ouest

- Maintenir la protection des déplacés et appuyer la Réinstallation/Réinsertion des populations retournées et des ex-combattants ;
- Poursuivre le plaidoyer auprès des autorités sur les conflits fonciers entre communautés et renforcer les activités de cohésion sociale ;
- Suivre la situation dans le Camp d'accueil temporaire des déplacés de Guiglo (CATD) et prendre des mesures appropriées ;
- Augmenter la production vivrière des ménages vulnérables ;

Lac de Kossou

- Soutenir les programmes de relance des activités de pêche (Recapitalisation en matériel de pêche) en préservant la cohésion sociale ;

Moyen Comoé (Agnibilékrou)

- Maintenir une surveillance épidémiologique des élevages avicoles et appliquer en urgence les mesures adéquates en cas de présence de grippe aviaire (abattage, isolation,...).

10. Recommandations à moyen et long terme

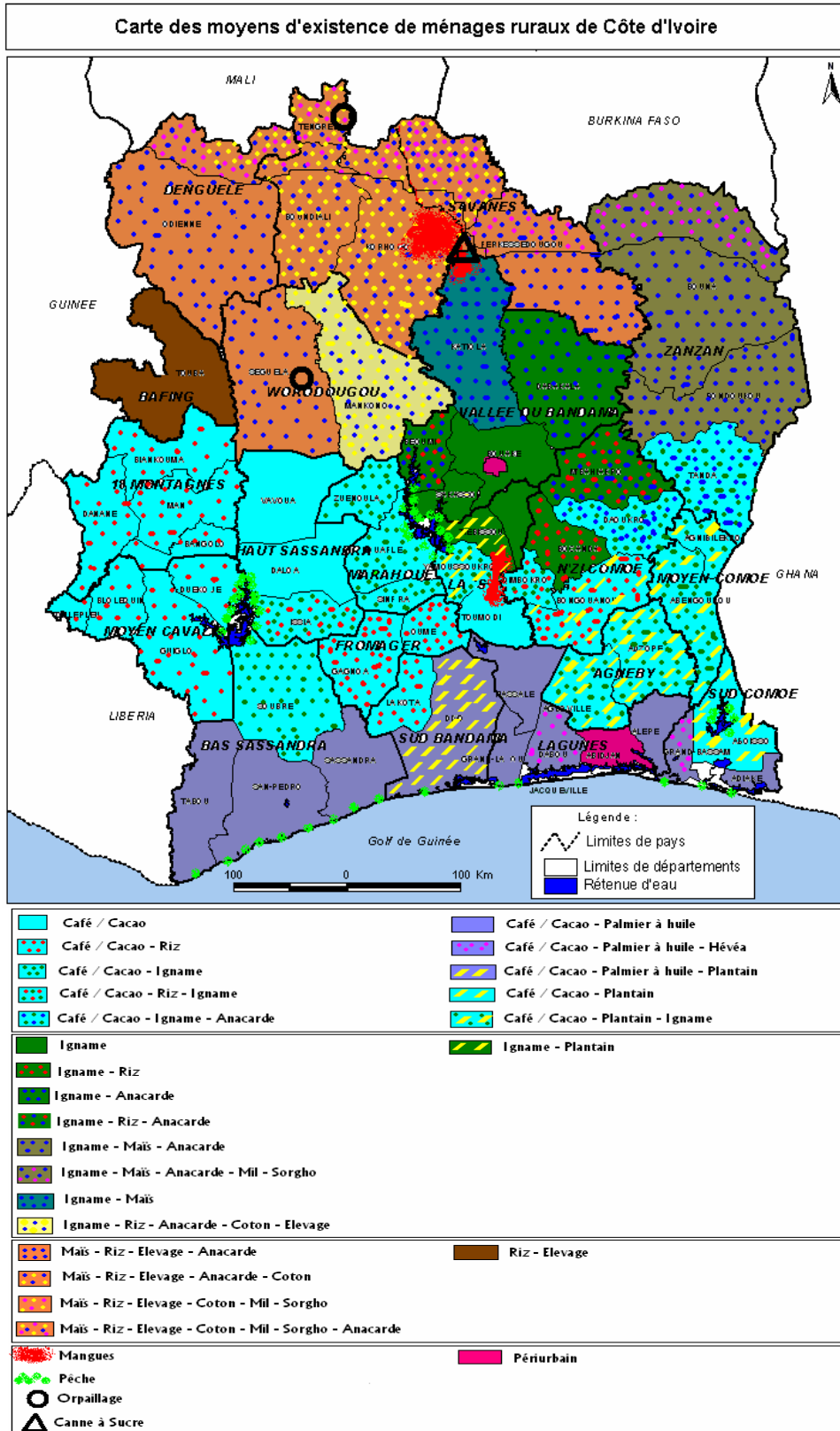
Sur l'ensemble du territoire

- Augmenter la production nationale de riz pour diminuer les importations de riz pour rendre la Côte d'Ivoire autosuffisante en produits vivriers ;
- Réhabiliter des pistes, des pompes villageoises, et autres infrastructures villageoises ;
- Mettre en œuvre des politiques de développement agricole et forestier, afin de lutter contre le déboisement ;
- Favoriser les politiques de libre circulation et d'échanges des biens à l'intérieur du pays (agricoles et non agricoles) ;
- Résoudre de façon durable le problème foncier ;
- Développer les politiques de gestion durable des ressources naturelles ;
- Favoriser la diversification agricole et la promotion d'activités génératrices de revenus (AGR) ;
- Renforcer les programmes de lutte contre le VIH SIDA dans les zones les plus affectées.

En zones Centre, Nord et Ouest

- Poursuivre le redéploiement des agents de santé et d'éducation ;
- Redéployer le tissu bancaire et financier et améliorer l'accès aux banques et à la micro finance ;
- Restructurer et moderniser les filières agricoles (anacarde et coton) et les politiques de diversification agricole auprès des producteurs d'anacarde et de coton ;
- Renforcer les connaissances techniques des agriculteurs à l'Ouest ;
- Réactiver ou créer des comités de gestion des conflits entre éleveurs et cultivateurs et faire de la sensibilisation au respect des couloirs de transhumance ;
- Poursuivre la réhabilitation des écoles et des centres de santé ;
- Mener des programmes d'alphabétisation fonctionnelle.

Annexe 1



Annexe 2 : Liste des sigles

BNEDT	Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement
CATD	Centre d'Accueil Temporaire des Déplacés
CILSS	Comité Inter Etats de lutte contre la Sécheresse au Sahel
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FCFA	Franc CFA
INS	Institut National de la Statistique
IPC	Classification intégrée de la phase de sécurité alimentaire
MICS-3	Enquête par grappe à indicateurs multiple
MINAGRI	Ministère l'Agriculture
MIPARH	Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques
OCHA	Bureau de Coordination des affaires humanitaires des Nations Unies
OCPV	Office d'aide à la commercialisation des produits vivriers
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ODM	Objectifs de Développement du Millénaire
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
SODEXAM/DMN	Société d'exploitation et de Développement aéroportuaire, aéronautique et Météorologique/ Direction de la Météorologie Nationale
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

ANNEXE 3 Données démographiques

Données démographiques		
	Total RGP98	Projection 2008**
Savanes :	929'673	1'311'396
Zone dense de Korhogo*	179'565	253'294
Savanes sans zone dense	750'108	1'058'101
Denguélé :	222'446	313'782
Zou	33'840	35'801
Bangolo	33'120	46'719
Total Sous pref Bangolo		82'520
Total Zone Guiglo - Bolequin - Péhé***	146'051	154'515
Total		3'256'128

IPC : Estimation ménages affectés ****					
		SAG Phase 1	IAM Phase 2	CAACME Phase 3	Total population affectée (phase 2+phase3)
Savanes :	% en phase	0.66	0.22	0.12	
	Population	865'521	288'507	157'367	445'874
Zone dense de Korhogo*	% en phase	0.66	0.22	0.12	
	Population	167'174.1	55'725	30'395	86'120
Savanes sans zone dense	% en phase	0.66	0.22	0.12	
	Population	698'346.9	232'782	126'972	359'754
Denguélé :	% en phase	0.60	0.35	0.05	
	Population	188'269	109'824	15'689	125'513
Total Sous pref Bangolo	% en phase	0.47	0.40	0.13	
	Population	38'784	33'008	10'728	43'736
Total Zone Guiglo - Bolequin - Péhé***	% en phase	0.30	0.27	0.43	
	Population	46'354	41'719	66'441	108'160
Total		1'092'575	431'339	183'784	615'123

*: Sp Sinématiali, Komboro, Napié, Guiembé, Tionniara, Korhogo (sauf ville de Korhogo)

** : Taux de croissance démographique 3.5%/an dans Zou 50% autochtones sont rentrés ; les autochtone représentaient 50% de la population)

*** : sp de Guiglo et de Bolequin sauf villes de Guiglo et de Bolequin

**** : Les % viennent de l'EFSA 2006. A mettre à jour avec FSMS

Annexe 4 : Table de référence de l'IPC, Décembre 2007

Table 2: Integrated Food Security Phase Classification Reference Table (FAO/FSAU Dec. 2007)

Phase Classification		Key Reference Outcomes <i>Current or imminent outcomes on lives and livelihoods. Based on convergence of direct and indirect evidence rather than absolute thresholds. Not all indicators must be present.</i>	Strategic Response Framework <i>Objectives: (1) mitigate immediate outcomes, (2) support livelihoods, and (3) address underlying causes</i>
1A Generally Food Secure	1B Generally Food Secure	Crude Mortality Rate < 0.5 / 10,000 / day Acute Malnutrition < 3 % (w/h < -2 z-scores) Stunting < 20% (h/age < -2 z-scores) Food Access/ Availability usually adequate (> 2,100 kcal ppp day), stable Dietary Diversity consistent quality and quantity of diversity Water Access/Avail. usually adequate (> 15 litres ppp day), stable Hazards moderate to low probability and vulnerability Civil Security prevailing and structural peace Livelihood Assets generally sustainable utilization (of 6 capitals)	Strategic assistance to pockets of food insecure groups Investment in food and economic production systems Enable development of livelihood systems based on principles of sustainability, justice, and equity Prevent emergence of structural hindrances to food security Advocacy
		Crude Mortality Rate < 0.5/10,000/day; U5MR<1/10,000/day Acute Malnutrition >3% but <10 % (w/h <-2 z-score), usual range, stable Stunting >20% (h/age <-2 z-scores) Food Access/ Availability borderline adequate (2,100 kcal ppp day); unstable Dietary Diversity chronic dietary diversity deficit Water Access/Avail. borderline adequate (15 litres ppp day); unstable Hazards recurrent, with high livelihood vulnerability Civil Security Unstable; disruptive tension Coping 'insurance strategies' Livelihood Assets stressed and unsustainable utilization (of 6 capitals) Structural Pronounced underlying hindrances to food security	Design & implement strategies to increase stability, resistance and resilience of livelihood systems, thus reducing risk Provision of 'safety nets' to high risk groups Interventions for optimal and sustainable use of livelihood assets Create contingency plan Redress structural hindrances to food security Close monitoring of relevant outcome and process indicators Advocacy
3	Acute Food and Livelihood Crisis	Crude Mortality Rate 0.5-1 /10,000/day, U5MR 1-2/10,000/dy Acute Malnutrition 10-15 % (w/h <-2 z-score), > than usual, increasing epidemic; increasing Disease lack of entitlement; 2,100 kcal ppp day via asset stripping Food Access/ Availability acute dietary diversity deficit Dietary Diversity 7.5-15 litres ppp day, accessed via asset stripping Water Access/Avail. emerging; diffuse Destitution/Displacement limited spread, low intensity conflict Civil Security 'crisis strategies'; CSI > than reference; increasing Coping accelerated and critical depletion or loss of access Livelihood Assets	Support livelihoods and protect vulnerable groups Strategic and complimentary interventions to immediately ↑ food access/availability AND support livelihoods Selected provision of complimentary sectoral support (e.g., water, shelter, sanitation, health, etc.) Strategic interventions at community to national levels to create, stabilize, rehabilitate, or protect priority livelihood assets Create or implement contingency plan Close monitoring of relevant outcome and process indicators Use 'crisis as opportunity' to redress underlying structural causes Advocacy
		Crude Mortality Rate 1-2 / 10,000 / day, >2x reference rate, increasing; U5MR > 2/10,000/day Acute Malnutrition >15 % (w/h <-2 z-score), > than usual, increasing Disease Pandemic Food Access/ Availability severe entitlement gap; unable to meet 2,100 kcal ppp day Dietary Diversity Regularly 3 or fewer main food groups consumed Water Access/Avail. < 7.5 litres ppp day (human usage only) Destitution/Displacement concentrated; increasing Civil Security widespread, high intensity conflict Coping 'distress strategies'; CSI significantly > than reference Livelihood Assets near complete & irreversible depletion or loss of access	Urgent protection of vulnerable groups Urgently ↑ food access through complimentary interventions Selected provision of complimentary sectoral support (e.g., water, shelter, sanitation, health, etc.) Protection against complete livelihood asset loss and/or advocacy for access Close monitoring of relevant outcome and process indicators Use 'crisis as opportunity' to redress underlying structural causes Advocacy
5	Famine / Humanitarian Catastrophe	Crude Mortality Rate > 2/10,000 /day (example: 6,000 /1,000,000 /30 days) Acute Malnutrition > 30 % (w/h <-2 z-score) Disease Pandemic Food Access/ Availability extreme entitlement gap; much below 2,100 kcal ppp day Water Access/Avail. < 4 litres ppp day (human usage only) Destitution/Displacement large scale, concentrated Civil Security widespread, high intensity conflict Livelihood Assets effectively complete loss; collapse	Critically urgent protection of human lives and vulnerable groups Comprehensive assistance with basic needs (e.g. food, water, shelter, sanitation, health, etc.) Immediate policy/legal revisions where necessary Negotiations with varied political-economic interests Use 'crisis as opportunity' to redress underlying structural causes Advocacy

Risk of Worsening Phase	Probability / Likelihood	Severity	General Description and Changes in Process Indicators	Implications for Action
Watch	As yet unclear	Not applicable	Occurrence of, or predicted <i>Hazard</i> event stressing livelihoods; with low or uncertain <i>Vulnerability</i> and <i>Capacity</i> Process Indicators: small negative changes	Close monitoring and analysis Review current Phase interventions
Moderate Risk	Elevated probability / likelihood	Specified by predicted Phase, and indicated by color of diagonal lines on map.	Occurrence of, or predicted <i>Hazard</i> event stressing livelihoods; with moderate <i>Vulnerability</i> and <i>Capacity</i> Process Indicators: large negative changes	Close monitoring and analysis Contingency planning Step-up current Phase interventions
High Risk	High probability, 'more likely than not'		Occurrence of, or strongly predicted major <i>Hazard</i> event stressing livelihoods; with high <i>Vulnerability</i> and low <i>Capacity</i> Process Indicators: large and compounding negative changes	Preventative interventions—with increased urgency for High Risk populations Advocacy